

L'énigme et le paradoxe : Stratégie de sortie

STRATÉGIE DE SORTIE

L'énigme et le paradoxe

Pourquoi la richesse malgache ne devient pas développement



L'énigme

Un pays riche en potentialités reste enfermé dans une pauvreté durable.



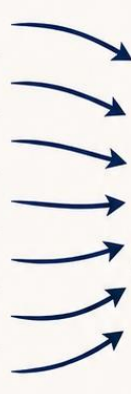
Le paradoxe

Les rares reprises de croissance débouchent souvent sur des crises politiques.

1972 • 1991 • 2002 • 2009

La richesse existe

- Vanille
- Mines
- Agriculture
- Pêche
- Textile
- Biodiversité
- Services



Madagascar produit de la valeur, mais la transforme trop peu en puissance collective.

Mais la valeur s'échappe

- Transformation ailleurs
- Marges captées ailleurs
- Normes et marques externes
- Faible redistribution locale

Le mécanisme du blocage



“ Une croissance absente produit de la résignation. Une croissance visible mais captée produit de la colère. ”

Les 5 chantiers de sortie

- 1 Rendre la richesse visible**
Cartographier ressources, contrats, fiscalité et bénéficiaires.
- 2 Transformer localement**
Garder une plus grande part de la valeur au pays.
- 3 Faire du budget le test de vérité**
Mesurer la réallocation dans les moyens réels.
- 4 Construire les corps intermédiaires**
Organiser citoyens, PME, diaspora, syndicats et territoires.
- 5 Refondation véritable**
Publier les contrats, suivre les engagements, auditer.



Madagascar ne doit pas seulement sortir de la pauvreté. Il doit sortir de l'organisation qui rend sa richesse improductive pour son peuple.

Il existe des livres qui décrivent un pays. Et d'autres qui obligent à changer la question que l'on pose à son sujet. *L'énigme et le paradoxe*¹, l'ouvrage de Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger, appartient à cette seconde catégorie. Il ne se contente pas de constater la pauvreté persistante de Madagascar. Il invite à comprendre pourquoi cette pauvreté se maintient alors même que le pays dispose de ressources naturelles, d'un capital humain réel, d'une position géographique stratégique et d'une relative continuité historique.

Le constat est connu, mais il reste dérangeant. Depuis l'indépendance, Madagascar ne suit pas la trajectoire attendue d'un pays pauvre appelé à converger progressivement vers un niveau de vie supérieur. Son PIB par habitant a reculé ou stagné sur le temps long (divisé par deux depuis 1972). Plus troublant encore, les rares séquences de reprise économique ont presque toujours été suivies de crises politiques majeures. 1972, 1991, 2002, 2009 : la répétition finit par dessiner une mécanique.

C'est cette mécanique que les auteurs nomment l'énigme et le paradoxe. L'énigme : pourquoi un pays aussi riche en potentialités reste-t-il enfermé dans une pauvreté durable ? Le paradoxe : pourquoi les moments où Madagascar semble repartir sont-ils précisément ceux où le système politique se fracture ?

Le livre apporte une réponse décisive : les explications classiques ne suffisent pas. Ce n'est pas seulement la géographie. Ce n'est pas seulement l'ethnicité. Ce n'est pas seulement le manque d'éducation, la corruption ordinaire ou la mauvaise politique économique. Il faut regarder l'économie politique du pays : la structure du pouvoir, les élites, les rentes, les institutions, les rapports entre villes et campagnes, la faiblesse des corps intermédiaires et la difficulté à construire un compromis stable autour de la production et du partage de la richesse.

Cette lecture reste essentielle. Mais elle appelle aujourd'hui un prolongement. Car l'énigme malgache ne tient pas uniquement à la faiblesse de l'État ou à l'instabilité des élites. Elle tient aussi à une organisation économique qui rend une partie de la richesse invisible, externe ou faiblement transformée. Madagascar produit de la valeur, mais ne la convertit pas assez en puissance publique, en emplois qualifiés, en infrastructures, en services de base et en souveraineté réelle.

La question n'est donc plus seulement : pourquoi Madagascar est-il pauvre ? Elle devient plus précise, plus politique, et peut-être plus dérangeante : pourquoi la richesse malgache ne devient-elle pas développement malgache ?

Le piège de la richesse invisible

Madagascar est souvent décrit comme un pays pauvre. La formule est exacte dans les indicateurs sociaux. Elle devient pourtant trompeuse si elle empêche de voir ce que le pays produit, ce qu'il fournit et ce qu'il rend possible pour d'autres.

Car Madagascar n'est pas un territoire vide. Le pays est inséré dans plusieurs circuits de valeur : vanille, girofle, nickel, cobalt, ilménite, graphite, terres agricoles, pêche, biodiversité, textile, services externalisés, tourisme, ports, routes maritimes et position stratégique dans l'océan Indien. Le paradoxe est là : cette richesse existe, mais elle ne se transforme pas suffisamment

¹ https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers18-03/010070526.pdf

en puissance publique, en industrie locale, en emplois qualifiés, en infrastructures ou en services de base.

La vanille illustre ce déséquilibre : Madagascar domine une ressource stratégique, mais l'essentiel de la valeur finale se joue souvent dans la transformation, la marque, la distribution et la fixation des prix.

Une partie de la valeur quitte le territoire trop tôt. La ressource part brute ou semi-transformée. Le travail est faiblement rémunéré. La marge se construit ailleurs. La norme, la marque, le financement, l'assurance, la certification, la distribution et parfois même le récit sont contrôlés hors du pays. Madagascar produit alors une richesse dont il ne conserve qu'une fraction.

C'est pourquoi la rente ne doit pas être comprise seulement comme une rente politique. Elle est aussi logistique, commerciale, énergétique, financière, juridique et narrative. Elle se cache dans les ports, les contrats, les autorisations, les concessions, les importations stratégiques, les marchés publics, les filières agricoles, les mines, l'énergie, les normes et l'aide extérieure. Elle ne se voit pas toujours dans les discours. Elle se lit dans les flux.

L'économie politique malgache ne peut donc pas s'arrêter à la question des élites qui captent. Elle doit poser une question plus concrète : où la valeur se perd-elle ? Qui produit ? Qui transporte ? Qui finance ? Qui transforme ? Qui fixe le prix ? Qui certifie ? Qui exporte ? Qui capte la marge finale ?

Tant que ces questions ne sont pas posées filière par filière, Madagascar continuera à être raconté comme un pays pauvre, alors qu'il est aussi un pays dont la richesse est trop souvent extraite, sous-convertie ou rendue invisible.

La sortie de l'énigme commence donc par une opération de vérité : rendre la richesse visible. Non pour nourrir un discours de ressentiment, mais pour bâtir une politique de transformation. Un pays ne peut pas reprendre la maîtrise de son avenir s'il ne sait pas précisément où naît sa valeur, où elle circule, où elle se bloque et où elle disparaît.

Pourquoi la croissance peut produire la crise

Le paradoxe malgache s'éclaire si l'on cesse d'opposer mécaniquement croissance et crise. À Madagascar, les crises ne surgissent pas toujours parce que la croissance échoue. Elles surgissent aussi parce qu'une croissance visible, mais mal distribuée, rend l'injustice plus lisible.

Quand l'économie redémarre, les signes extérieurs de richesse apparaissent rapidement : bâtiments, véhicules, grands projets, marchés publics, concessions, communication officielle, proximité entre pouvoir et argent. Mais dans le même temps, l'eau manque, l'électricité se coupe, les routes isolent, l'école se dégrade, l'hôpital reste inaccessible et les jeunes diplômés peinent à trouver leur place dans l'économie productive.

Une croissance totalement absente produit de la résignation. Une croissance visible mais captée produit de la colère.

C'est peut-être le cœur du paradoxe. Madagascar n'entre pas en crise seulement parce qu'il est pauvre. Il entre en crise lorsque la population comprend que le pays n'est pas pauvre pour tout le monde.

La croissance augmente les flux. Les flux augmentent les rentes. Les rentes attisent les rivalités. Les coalitions se fragilisent. Les acteurs exclus cherchent une fenêtre. La crise devient alors un instrument brutal de redistribution du pouvoir, sans devenir nécessairement une transformation du système.

Dans un État productif, la croissance élargit la base sociale du compromis. Dans un État capturé, elle élargit la bataille pour la rente. Le problème n'est donc pas que Madagascar refuserait le développement. Le problème est que le système résiste au type de développement qui le rendrait moins indispensable.

Des institutions aux infrastructures civiques

Madagascar ne manque pas d'institutions sur le papier. Il a un Parlement, des élections, une administration, une justice, des collectivités, des organes de contrôle, des stratégies nationales. Mais une institution ne se juge pas à son existence formelle. Elle se juge à sa capacité à contraindre les puissants, à protéger les faibles, à rendre les décisions lisibles et à produire des résultats.

Un Parlement qui ne rend pas le budget compréhensible laisse le citoyen hors du contrôle. Une décentralisation sans ressources maintient les territoires dans la dépendance. Des organes anticorruption qui n'atteignent pas les centres réels de captation installent une morale sélective. Des politiques publiques pilotées par projets, consultants et cycles de bailleurs affaiblissent la continuité de l'État.

Le problème n'est donc pas seulement institutionnel. Il est fonctionnel. Une institution qui ne modifie pas le comportement des acteurs puissants devient décorative. Une institution qui protège les puissants devient un outil de reproduction.

C'est ici que l'atomisation de la société devient décisive. Les citoyens se mobilisent, parfois massivement, mais l'organisation durable manque. Les paysans produisent, mais pèsent peu. Les jeunes contestent, mais peuvent être dispersés ou récupérés. Les partis existent, mais structurent rarement la société. Les syndicats, les associations, les médias, les entrepreneurs productifs, la diaspora et les collectivités restent souvent fragmentés.

Ce n'est pas l'absence de conscience qui bloque le pays. C'est l'absence de continuité organisationnelle.

Un peuple atomisé peut renverser. Il ne peut pas toujours reconstruire. Une colère sans architecture peut ouvrir une brèche. Elle peut aussi être refermée par ceux qui maîtrisent mieux les institutions, les réseaux, l'argent, la sécurité et le récit.

La refondation ne peut donc pas être un mot. Elle doit devenir une méthode : plateformes de propositions, suivi budgétaire, coalitions sectorielles, observatoires citoyens, relais régionaux, protection des lanceurs d'alerte, porte-paroles mandatés et tableaux de bord publics. Il ne suffit pas d'appeler les citoyens à participer. Il faut leur donner les instruments pour peser dans la durée.

Les chantiers de sortie

La sortie du paradoxe ne viendra pas d'un décret. Elle exige une autre organisation de la valeur.

Premier chantier : rendre la richesse visible, par une cartographie publique des ressources, des contrats, des exportations, de la fiscalité, du contenu local et des bénéficiaires effectifs.

Deuxième chantier : transformer localement ce qui peut l'être. Énergie, agriculture, mines, textile, services numériques : la vraie question doit devenir simple. Quelle part de la valeur reste à Madagascar ?

Troisième chantier : faire du budget le test de vérité. Une refondation, une décentralisation ou une souveraineté qui ne se voient pas dans le budget restent des récits.

Quatrième chantier : construire les corps intermédiaires capables de tenir dans la durée : plateformes citoyennes, PME productives, syndicats, diaspora, collectivités, experts et médias indépendants.

Cinquième chantier : rendre la refondation vérifiable. Contrats publiés, audits ciblés, tableaux de bord eau-électricité, suivi des engagements et calendrier institutionnel lisible.

L'énigme malgache n'est donc pas inexplicable. Elle devient lisible dès que l'on cesse de demander seulement pourquoi le pays est pauvre, pour demander pourquoi sa richesse ne devient pas puissance collective.

Le paradoxe, lui aussi, s'éclaire : la croissance provoque la crise lorsqu'elle rend la captation plus visible que la redistribution.

Madagascar n'est pas seulement confronté à la pauvreté. Il est confronté à une organisation de la richesse qui empêche cette richesse de devenir développement.

Sources principales :

L'énigme et le paradoxe. Économie politique de Madagascar, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger, IRD Éditions / AFD, 2017.

Travaux Diapason sur l'architecture de la dépendance², l'économie fantôme³, la décentralisation⁴, la refondation et la captation de la valeur⁵.

Rédaction - Diapason

² <https://www.diapason.mg/65-ans-apres-larchitecture-de-la-dependance-dossier-complet/>

³ <https://www.diapason.mg/madagascar-leconomie-fantome-dune-nation-spoliee/>

⁴ <https://www.diapason.mg/la-decentralisation/>

⁵ <https://www.diapason.mg/madagascar-la-dependance-structuree-organisee-ou-lillusion-dune-rupture/>